

# **INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

## **BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE**

**SUIVI DE LA CONJONCTURE FINANCIÈRE ET BANCAIRE**

*N° 130 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2006*

**SAINT-PIERRE ET MIQUELON**

**Sommaire**

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	8
<i>Les placements des ménages</i>	9
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	10
<i>3. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	11
<i>L'endettement des ménages</i>	12
<i>L'endettement des entreprises</i>	13
<i>3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	14
<i>4. Les risques sectoriels</i>	15
<i>5. Rappel des taux</i>	17
<i>5.1 Taux réglementés</i>	17
<i>5.2 Principaux taux de marché</i>	17
<i>5.3 Taux de l'usure</i>	17
<i>6. Monnaie fiduciaire</i>	18
<i>6.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	18
<i>6.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	18

## Méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

### 2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuilles-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre et Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

#### **4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux**

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

## 1. Synthèse

## Actifs financiers

## ✓ Des actifs financiers en progression

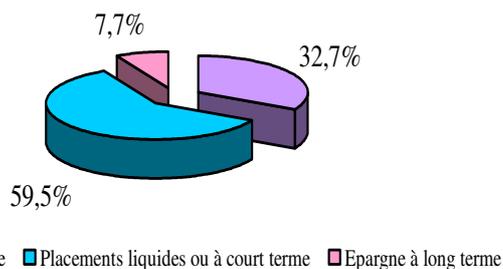
Au 31 décembre 2006, l'ensemble des actifs financiers de la clientèle s'élevait à 174,607 millions d'euros, en progression de 1,1% sur un trimestre et de 2,9% sur un an.

Répartis par **agents** économiques, les ménages de l'archipel détiennent une part prépondérante de ces actifs avec 79,5%, les sociétés non financières en détenant 8,8% et les autres agents 11,7%.

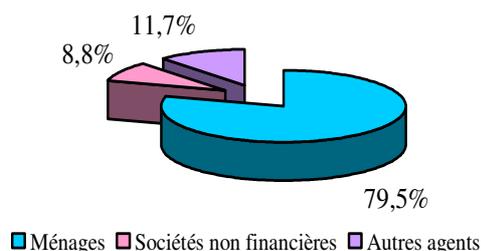
Par **nature**, ces actifs sont répartis - de manière déséquilibrée - entre les dépôts à vue (32,7%), les placements liquides ou à court terme (59,5%) et l'épargne à long terme (7,7%). Par rapport au précédent trimestre, les dépôts à vue (57,129 millions d'euros) et l'épargne à long terme (13,504 millions d'euros) progressent respectivement de 3,7% et de 3,5%, les placements liquides ou à court terme (103,974 millions d'euros) enregistrant un léger recul de 0,5%.

Plus de 52% des **dépôts à vue** sont détenus par les ménages, près de 27% par les autres agents et 21% par les sociétés non financières. Les **placements liquides ou à court terme** sont détenus à près de 92% par les ménages, 5% par les autres agents et 3% par les sociétés non financières. Enfin, l'**épargne à long terme** est entièrement détenue par les ménages, les contrats d'assurance-vie représentant près de 53% de cet actif.

Répartition des actifs par nature au 31 décembre 2006



Répartition des actifs par agents au 31 décembre 2006



Les actifs des **sociétés non financières** (15,355 millions d'euros) enregistrent une progression de 19,8% sur un trimestre. Ils sont répartis entre les dépôts à vue (78,1%) et les placements liquides ou à court terme (21,9%). Les *dépôts à vue* enregistrent une hausse de 44,1%. Dans le même temps, les *placements liquides ou à court terme* baissent de 25,1% ; ces actifs sont constitués à 99% de placements indexés sur les taux de marché - en l'occurrence, des comptes à terme -, la part des comptes d'épargne à régime spécial étant peu significative (1%).

Les actifs des **ménages** (138,782 millions d'euros) affichent une baisse de 2,8% sur un trimestre. Les *dépôts à vue* baissent de 15,4% alors que les *placements liquides ou à court terme* progressent faiblement (+1%). L'*épargne à long terme* affiche toutefois une hausse de 3,5% : les contrats d'assurance-vie progressant de 4,5%, les OPCVM non monétaires de 1,5% et les plans d'épargne logement de 3,9%.

Les actifs des **autres agents** (20,470 millions d'euros) progressent de 20,2% sur un trimestre : la baisse de 6,8% des *placements liquides ou à court terme* est largement compensée par la hausse de 33,6% des *dépôts à vue*.

**En glissement annuel**, le taux de croissance de l'ensemble des actifs financiers s'établit à 2,9%. Cette progression est imputable à 17,5% aux autres agents, à 4,7% aux sociétés non financières et à 0,9% aux ménages. Les *dépôts à vue* et l'*épargne à long terme* sont bien orientés avec une hausse respective de 8,7% et de 3%, l'encours des *placements liquides ou à court terme* demeurant stable. La progression des dépôts à vue est imputable à 27% aux autres agents, à 4,4% aux sociétés non financières et à 2,9% aux ménages. La hausse de 5,8% des placements liquides ou à court terme des sociétés non financières ne compense pas la baisse de 3,4% enregistrée pour les autres agents, la part des ménages étant stable. Enfin, avec 3%, l'épargne à long terme poursuit sa hausse continue depuis des années : les contrats d'assurance-vie diminuent de 3,9%, mais les OPCVM non monétaires et les plans d'épargne logement progressent respectivement de 13% et de 10,1%.

## Passifs financiers

### ✓ Des concours bancaires en baisse

Le montant des **concours bruts** octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) s'élevait au 31 décembre 2006 à 141,356 millions d'euros, soit une baisse de 6,9% sur un trimestre et de 4,5% sur un an.

Plus de 118 millions d'euros, soit environ 84% de l'encours global, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

L'encours global est réparti entre les entreprises (32%), les ménages (51,4%), les Collectivités locales (16,2%) et les autres agents (0,4%).

Le montant global des crédits sains s'élève à 122,431 millions d'euros. L'**encours sain** des ménages en représente plus de 57%, celui des entreprises environ 24% et celui des Collectivités locales près de 19%.

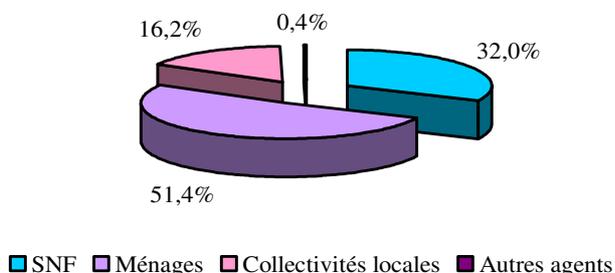
L'encours global des **créances douteuses brutes** (18,925 millions d'euros) enregistre une baisse de 26,7% sur un trimestre - liée notamment à une baisse de 30% des créances douteuses sur les entreprises -. Le **taux global de créances douteuses** atteint ainsi 13,4%, en diminution de 3,6 points par rapport au précédent trimestre. Ce ratio passe à 15,8% (-3,8 points) pour les seuls établissements de crédit locaux, étant entendu que 98,7% des créances douteuses émanent des établissements de crédit locaux.

L'encours brut des **entreprises** s'élève à 45,204 millions d'euros - dont 94,2% octroyés par des établissements de crédit locaux -, affichant une baisse de 22% sur un trimestre. Les *crédits d'exploitation* - en baisse de 28,1% - représentent près de 34% de cet encours. Les *crédits d'investissement* - en hausse de 2,4% - en représentent 29%. Depuis septembre 2005, aucun *crédit à l'habitat* n'est déclaré en faveur des entreprises. Les *créances douteuses brutes* sur les entreprises (16,491 millions d'euros) baissent de 30% sur un trimestre. Le *taux de créances douteuses* des entreprises s'établit ainsi à 36,5%, soit une diminution de 4,2 points par rapport au précédent trimestre.

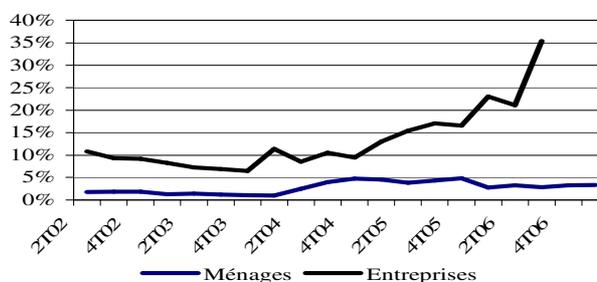
L'encours brut des **ménages** (72,647 millions d'euros) - dont 89,7% octroyés par des établissements de crédit locaux - atteint son niveau record. Il progresse de 4% sur un trimestre. Les *crédits à la consommation* et les *crédits à l'habitat* enregistrent une hausse respective de 13,3% et de 3,1%. Les *créances douteuses brutes* sur les ménages (2,427 millions d'euros) sont en hausse de 7,7%. A 3,3%, le *taux de créances douteuses* des ménages demeure relativement stable par rapport au précédent trimestre (+0,1 point).

L'encours global des concours aux **Collectivités locales** (22,970 millions d'euros) - dont 43,9% octroyés par des établissements de crédit locaux - s'est contracté de 0,6% sur un trimestre : les *crédits d'exploitation* (20,5% de l'encours) ont augmenté de 13,3%, alors que les *crédits à l'équipement* (63,1% de l'encours) et les *autres crédits* (16,4% de l'encours) enregistrent une baisse respective de 2,9% et de 6,3%.

Répartition des crédits par agents au 31 décembre 2006



Evolution des créances douteuses dans l'encours



**En glissement annuel**, l'encours global des passifs financiers enregistre une baisse de 4,5% alors que le montant global des créances douteuses brutes est en hausse de 5,1%. Le taux de créances douteuses brutes s'élève à 13,4%, en hausse de 1,2 par rapport au 31 décembre 2005.

L'encours des *entreprises* est en baisse de 7,2%, les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement diminuant respectivement de 26% et de 19,6%. Dans le même temps, les créances douteuses brutes des entreprises affichent une hausse de près de 47%. Le taux de créances douteuses des entreprises s'établit à 36,5%, en progression de 13,4 points sur un an.

L'encours des *ménages* progresse de 4,5%. La consommation et l'investissement des ménages sont bien orientés : les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat augmentent respectivement de 19% et de 4,7%. Les crédits à la consommation sont de plus en plus contractés en métropole : 20,5% fin 2006 contre 18,4% fin 2005 et 15,6% fin 2004. Enfin, les créances douteuses brutes des ménages sont en hausse de près de 26%. Le taux de créances douteuses des ménages demeure relativement stable sur un an (+0,6 point).

L'encours des *Collectivités locales* diminue de 20% : en un an, les crédits d'exploitation font un bond de près de 81%, toutefois largement compensé par la baisse respective de 13,9% et de 15,4% des crédits à l'équipement et des autres crédits. La part des crédits contractés par les Collectivités locales auprès des établissements de crédit métropolitains augmente : 56,1% fin 2006 contre 49,8% fin 2005 et 47,6% fin 2004.

### **Les risques recensés au Service Central des Risques**

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 31 décembre 2006, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 71,322 millions d'euros.

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 28,6% de l'encours total. La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Immobiliers, locations et services aux entreprises » (17,6%) et « Commerce » (15,2%). Ces trois secteurs représentent à eux seuls 61,4% de l'encours total déclaré, soit 43,8 millions d'euros. La part des « Hôtels et restaurants » (3,5%), « Industrie et énergie » (4,5%) et « Secteur primaire » (5,8%) dans l'encours total est relativement faible. Elle représente un peu de moins de 10 millions d'euros.

Les concours déclarés au SCR sont répartis entre quatre principales rubriques : les crédits à court terme, les crédits à moyen et long terme, le crédit-bail et la location avec option d'achat, et les engagements hors-bilan. Fin 2006, l'encours global se répartit principalement entre les crédits à moyen et long terme (61,4%) et les crédits à court terme (27,9%).

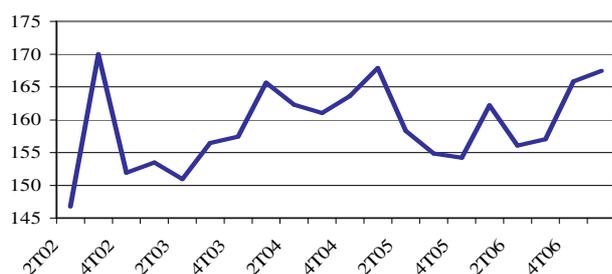
## 2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	Variations	
										1 an	1 trim.
<b>Sociétés non financières</b>	15,940	14,362	13,197	12,296	14,662	12,576	11,614	12,816	15,355	4,7%	19,8%
Dépôts à vue	11,276	8,763	8,924	7,821	11,481	7,868	7,110	8,322	11,991	4,4%	44,1%
Placements liquides ou à court terme	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,708	4,504	4,494	3,364	5,8%	-25,1%
Comptes d'épargne à régime spécial						0,042	0,035	0,064	0,037	-	-42,2%
Placements indexés sur les taux de marché	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	4,469	4,430	3,327	4,6%	-24,9%
dont comptes à terme	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	4,469	4,430	3,327	4,6%	-24,9%
OPCVM monétaires											
certificats de dépôt											
<b>Epargne à long terme</b>											
dont OPCVM non monétaires											
<b>Ménages</b>	137,582	134,174	135,672	136,394	137,529	136,420	139,999	142,839	138,782	0,9%	-2,8%
Dépôts à vue	28,745	27,312	29,111	29,399	29,114	28,955	31,979	35,415	29,957	2,9%	-15,4%
Placements liquides ou à court terme	99,293	96,951	95,438	94,389	95,301	95,017	95,362	94,371	95,321	0,0%	1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	31,058	31,510	32,083	32,349	33,526	33,552	33,276	33,594	34,361	2,5%	2,3%
Livrets ordinaires	26,729	27,073	27,530	27,700	28,521	28,406	28,098	28,324	28,866	1,2%	1,9%
Livrets A et bleus	3,953	4,054	4,169	4,245	4,586	4,719	4,741	4,814	5,019	9,4%	4,3%
Livrets jeunes	0,350	0,355	0,355	0,355	0,370	0,382	0,387	0,406	0,425	14,9%	4,7%
Livrets d'épargne populaire											
CODEVI							0,005	0,005	0,005		
Comptes d'épargne logement	0,026	0,028	0,029	0,049	0,049	0,045	0,045	0,045	0,046	-6,1%	2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	68,235	65,441	63,355	62,040	61,775	61,465	62,086	60,777	60,960	-1,3%	0,3%
dont OPCVM monétaires											
Comptes créditeurs à terme	61,236	58,563	56,771	55,795	56,011	55,773	56,394	55,969	57,902	3,4%	3,5%
<b>Epargne à long terme</b>	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	3,0%	3,5%
Plans d'épargne logement	1,612	1,642	1,909	1,720	2,015	2,061	2,074	2,134	2,218	10,1%	3,9%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Portefeuille-titres											
OPCVM non monétaires	2,995	3,111	3,378	3,544	3,682	3,682	3,724	4,097	4,159	13,0%	1,5%
Contrats d'assurance-vie	4,937	5,158	5,836	7,342	7,417	6,705	6,860	6,822	7,127	-3,9%	4,5%
<b>Autres agents</b>	19,292	14,816	11,840	12,867	17,426	13,773	12,284	17,036	20,470	17,5%	20,2%
Dépôts à vue	13,679	8,778	6,435	7,517	11,952	8,432	7,100	11,363	15,181	27,0%	33,6%
Placements liquides ou à court terme	5,613	6,038	5,405	5,350	5,474	5,341	5,184	5,673	5,289	-3,4%	-6,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,782	3,939	3,368	3,377	3,448	3,265	3,126	3,038	3,062	-11,2%	0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	1,831	2,099	2,037	1,973	2,026	2,076	2,058	2,635	2,227	9,9%	-15,5%
<b>Epargne à long terme</b>											
<b>Total actifs financiers</b>	172,814	163,352	160,709	161,557	169,617	162,769	163,897	172,691	174,607	2,9%	1,1%
Dépôts à vue	53,700	44,853	44,470	44,737	52,547	45,255	46,189	55,100	57,129	8,7%	3,7%
Placements liquides ou à court terme	109,570	108,588	105,116	104,214	103,956	105,066	105,050	104,538	103,974	0,0%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	34,840	35,449	35,451	35,726	36,974	36,859	36,437	36,696	37,460	1,3%	2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	74,730	73,139	69,665	68,488	66,982	68,207	68,613	67,842	66,514	-0,7%	-2,0%
<b>Epargne à long terme</b>	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	3,0%	3,5%

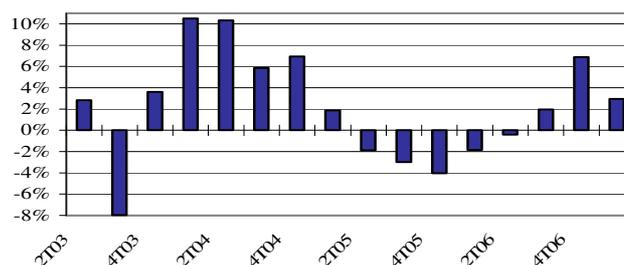
### Ensemble des actifs financiers

(hors assurance vie)

En millions d'euros



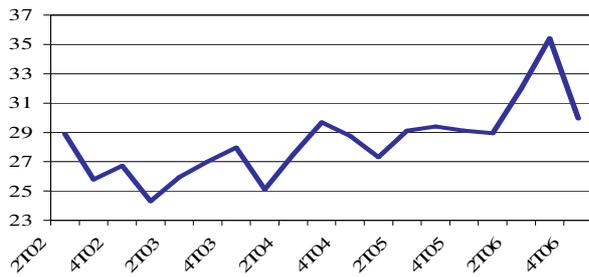
Variation en glissement annuel



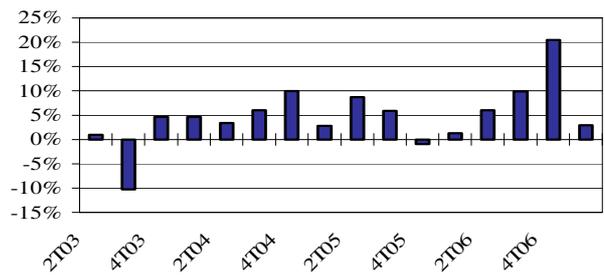
**Les placements des ménages**

**Dépôts à vue**

En millions d'euros

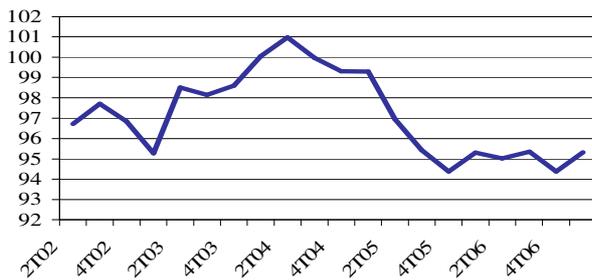


Variation en glissement annuel

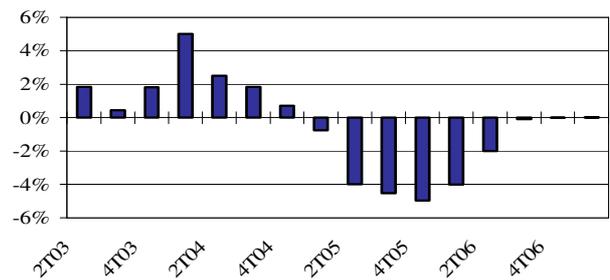


**Placements liquides ou à court terme**

En millions d'euros

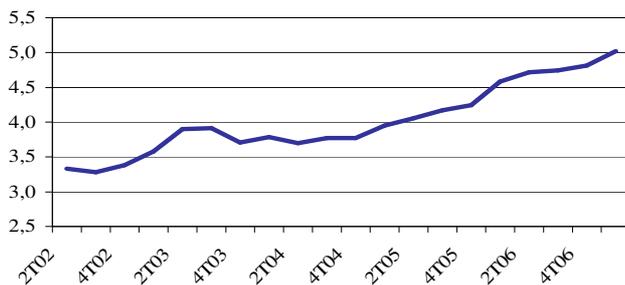


Variation en glissement annuel

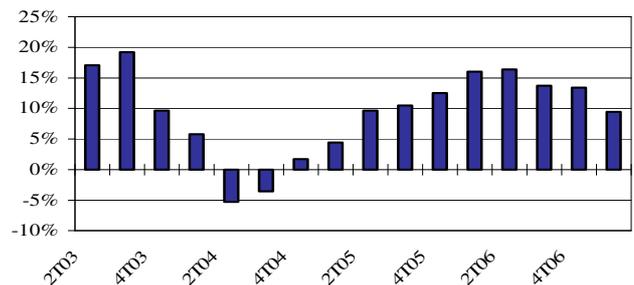


**Livrets A et bleu**

En millions d'euros

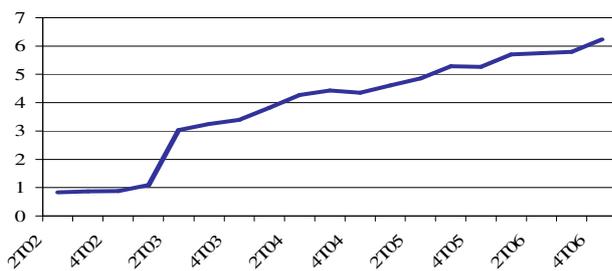


Variation en glissement annuel

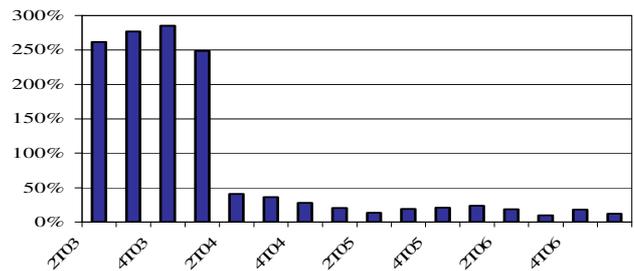


**Epargne à long terme (hors assurance-vie)**

En millions d'euros

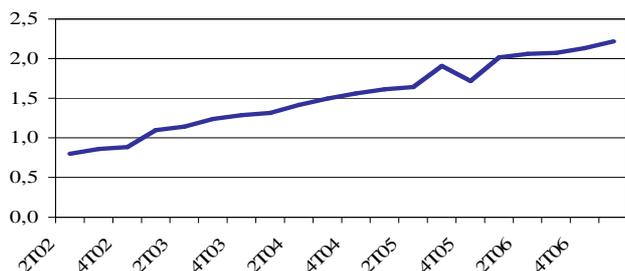


Variation en glissement annuel

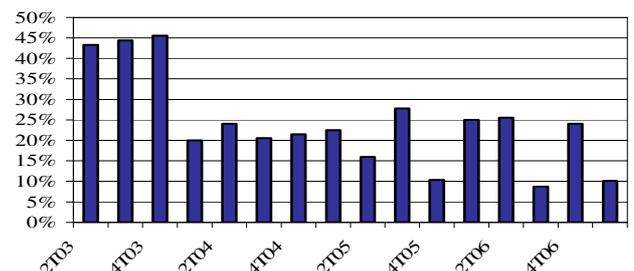


**Plans d'épargne logement**

En millions d'euros



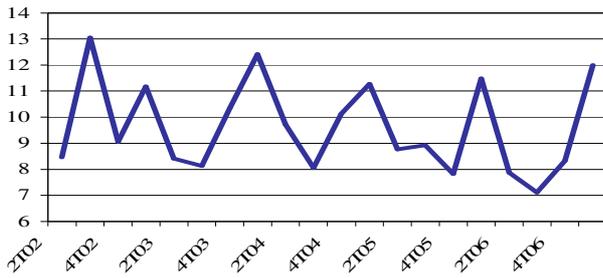
Variation en glissement annuel



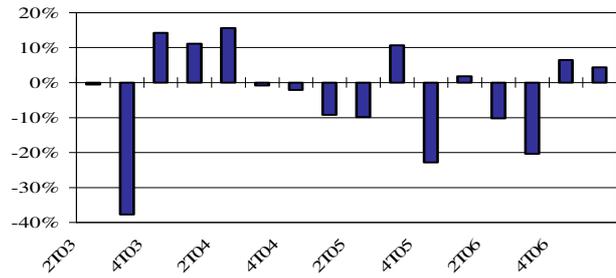
**Les disponibilités des entreprises**

**Dépôts à vue**

En millions d'euros

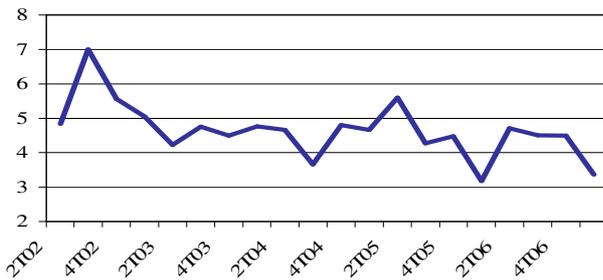


Variation en glissement annuel

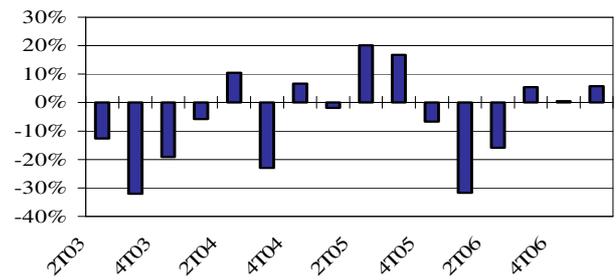


**Placements liquides ou à court terme**

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



### 3. Les passifs financiers de la clientèle non financière

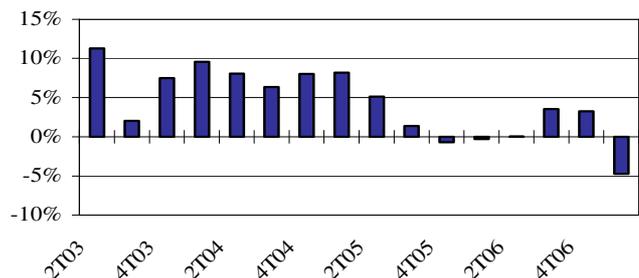
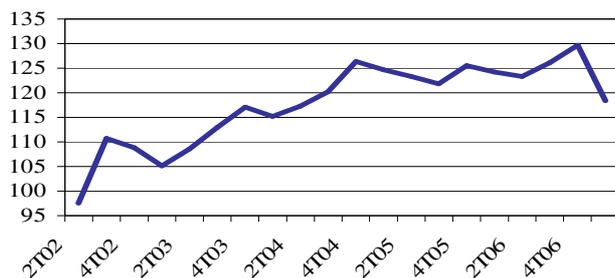
#### 3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	Variations	
										1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	20,638	21,243	15,264	-26,0%	-28,1%
Créances commerciales	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	2,559	4,039	1,889	-4,3%	-53,2%
Crédits de trésorerie	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	6,417	5,458	6,678	-21,8%	22,4%
Comptes ordinaires débiteurs	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	11,662	11,746	6,697	-33,8%	-43,0%
Affacturage										-	-
Crédits d'investissement	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	12,456	10,578	10,387	-21,0%	-1,8%
Crédits à l'équipement	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	12,456	10,578	10,387	-21,0%	-1,8%
Crédit-bail										-	-
Crédits à l'habitat	4,335	4,226	4,151	3,898						-	-
Autres crédits	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725	0,714	0,510	0,493	-35,2%	-3,3%
<b>Encours sain</b>	<b>38,034</b>	<b>37,584</b>	<b>37,355</b>	<b>38,288</b>	<b>34,541</b>	<b>34,516</b>	<b>33,808</b>	<b>32,331</b>	<b>26,144</b>	<b>-24,3%</b>	<b>-19,1%</b>
Créances douteuses brutes	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,747	19,480	23,491	16,440	46,3%	-30,0%
<b>Encours total</b>	<b>44,204</b>	<b>45,021</b>	<b>45,688</b>	<b>46,486</b>	<b>45,774</b>	<b>44,263</b>	<b>53,288</b>	<b>55,822</b>	<b>42,584</b>	<b>-7,0%</b>	<b>-23,7%</b>
Taux de créances douteuses	14,0%	16,7%	18,5%	18,0%	24,9%	22,6%	37,0%	43,0%	38,7%	13,8	-4,3
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	5,542	5,302	5,675	5,827	6,425	6,287	6,318	6,592	7,449	15,9%	13,0%
Crédits de trésorerie	4,453	4,366	4,835	4,976	5,594	5,482	5,584	5,740	6,696	19,7%	16,7%
Comptes ordinaires débiteurs	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	0,661	0,780	0,682	-9,7%	-12,6%
Crédit-bail	0,080	0,079	0,078	0,078	0,076	0,075	0,073	0,072	0,071	-6,6%	-1,4%
Crédits à l'habitat	49,358	48,967	49,117	50,161	50,390	49,968	50,656	51,528	52,597	4,4%	2,1%
Autres crédits	6,869	6,352	5,566	6,387	4,354	3,765	3,554	3,115	2,892	-33,6%	-7,2%
<b>Encours sain</b>	<b>61,769</b>	<b>60,621</b>	<b>60,358</b>	<b>62,375</b>	<b>61,169</b>	<b>60,020</b>	<b>60,528</b>	<b>61,235</b>	<b>62,938</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,8%</b>
Créances douteuses brutes	2,795	2,390	2,559	3,139	1,838	2,260	1,747	1,933	2,232	21,4%	15,4%
<b>Encours total</b>	<b>64,564</b>	<b>63,011</b>	<b>62,917</b>	<b>65,514</b>	<b>63,007</b>	<b>62,280</b>	<b>62,275</b>	<b>63,168</b>	<b>65,170</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,2%</b>
Taux de créances douteuses	4,3%	3,8%	4,1%	4,8%	2,9%	3,6%	2,8%	3,1%	3,4%	0,5	0,4
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	3,498	4,162	4,714	80,8%	13,3%
Crédits de trésorerie					0,347	0,203	1,272	2,047	2,034	-	-0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	2,226	2,115	2,680	18,6%	26,7%
Crédits à l'équipement	7,481	9,431	8,511	6,805	6,621	6,452	5,544	5,360	5,166	-22,0%	-3,6%
Autres crédits	4,657	2,560	2,462	0,760	0,363	0,363	0,363	0,188	0,188	-48,2%	-
<b>Encours sain</b>	<b>14,220</b>	<b>13,633</b>	<b>11,774</b>	<b>9,080</b>	<b>9,591</b>	<b>9,660</b>	<b>9,405</b>	<b>9,710</b>	<b>10,068</b>	<b>5,0%</b>	<b>3,7%</b>
Créances douteuses brutes				3,865	4,823	6,344	0,015	0,013	0,007	-	-48,6%
<b>Encours total</b>	<b>14,220</b>	<b>13,633</b>	<b>11,774</b>	<b>12,945</b>	<b>14,414</b>	<b>16,004</b>	<b>9,420</b>	<b>9,723</b>	<b>10,075</b>	<b>-30,1%</b>	<b>3,6%</b>
Taux de créances douteuses				29,9%	33,5%	39,6%	0,2%	0,1%	0,1%	-	-0,1
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>1,622</b>	<b>1,619</b>	<b>1,432</b>	<b>0,597</b>	<b>1,033</b>	<b>0,782</b>	<b>1,089</b>	<b>0,918</b>	<b>0,535</b>	<b>-48,2%</b>	<b>-41,7%</b>
Créances douteuses brutes					0,018	0,002	0,027			-	-
<b>Encours total</b>	<b>1,622</b>	<b>1,619</b>	<b>1,432</b>	<b>0,597</b>	<b>1,051</b>	<b>0,784</b>	<b>1,116</b>	<b>0,918</b>	<b>0,535</b>	<b>-49,1%</b>	<b>-52,0%</b>
Taux de créances douteuses					1,7%	0,3%	2,4%			-	-
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>115,645</b>	<b>113,457</b>	<b>110,919</b>	<b>110,340</b>	<b>106,334</b>	<b>104,978</b>	<b>104,830</b>	<b>104,194</b>	<b>99,685</b>	<b>-6,3%</b>	<b>-4,3%</b>
Créances douteuses brutes	8,965	9,827	10,892	15,202	17,912	18,353	21,268	25,438	18,678	4,3%	-26,6%
<b>Encours total</b>	<b>124,610</b>	<b>123,284</b>	<b>121,811</b>	<b>125,542</b>	<b>124,246</b>	<b>123,331</b>	<b>126,098</b>	<b>129,632</b>	<b>118,363</b>	<b>-4,7%</b>	<b>-8,7%</b>
Taux de créances douteuses	7,2%	8,0%	8,9%	12,1%	14,4%	14,9%	16,9%	19,6%	15,8%	1,4	-3,8
Taux de provisionnement	52,5%	49,0%	53,6%	62,2%	55,6%	58,4%	47,3%	40,0%	56,3%	0,7	16,2

#### Ensemble des crédits des EC locaux

En millions d'euros

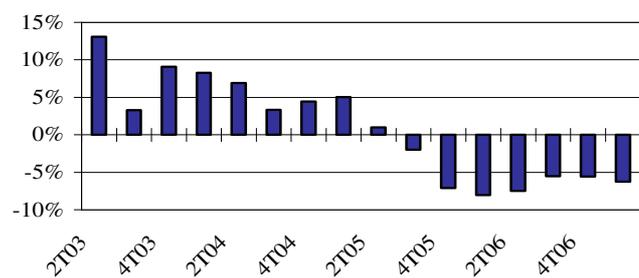
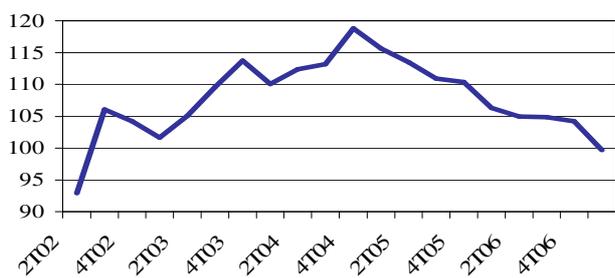
Variation en glissement annuel



#### Encours de crédits sains des EC locaux

En millions d'euros

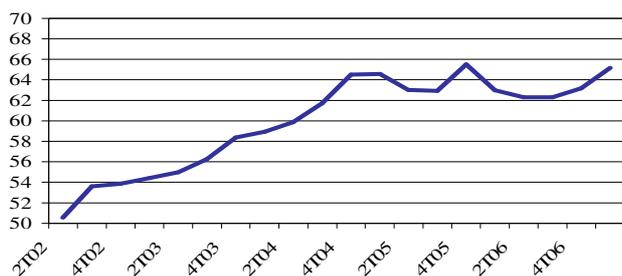
Variation en glissement annuel



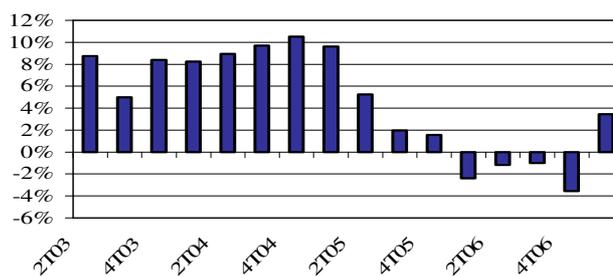
**L'endettement des ménages**

**Ensemble des concours**

En millions d'euros

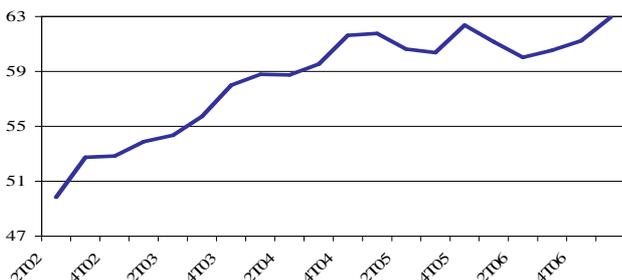


Variation en glissement annuel

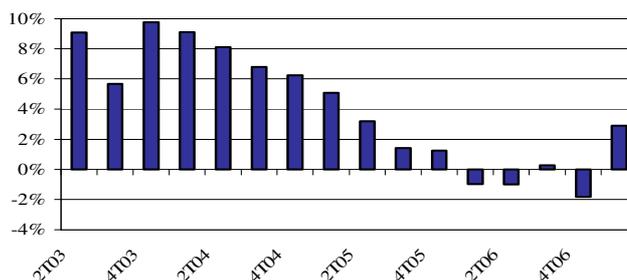


**Ensemble des concours sains**

En millions d'euros

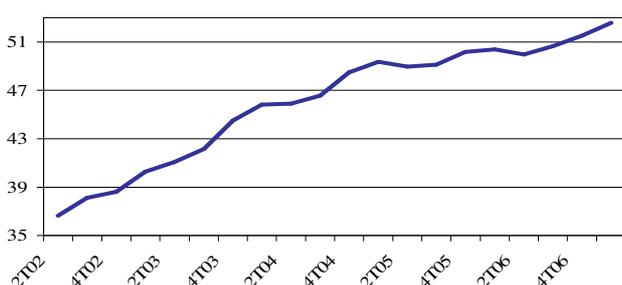


Variation en glissement annuel

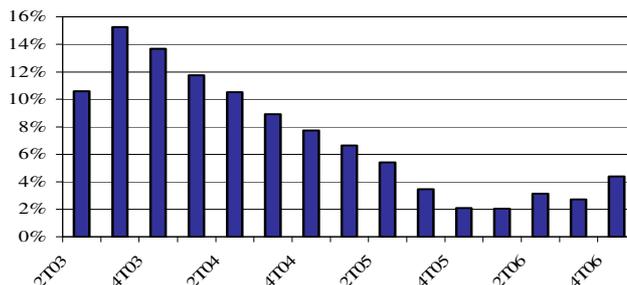


**Crédits à l'habitat**

En millions d'euros

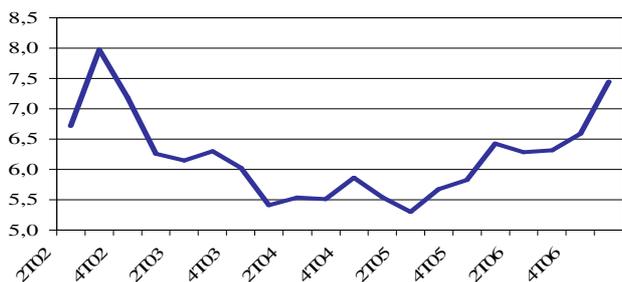


Variation en glissement annuel

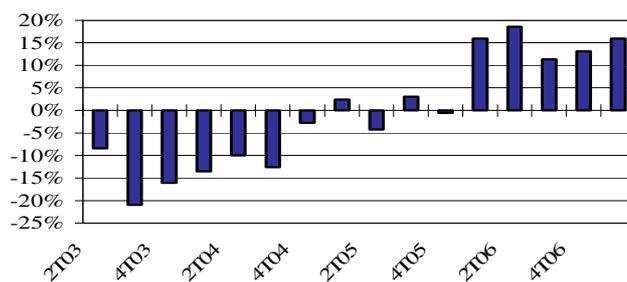


**Crédits à la consommation**

En millions d'euros

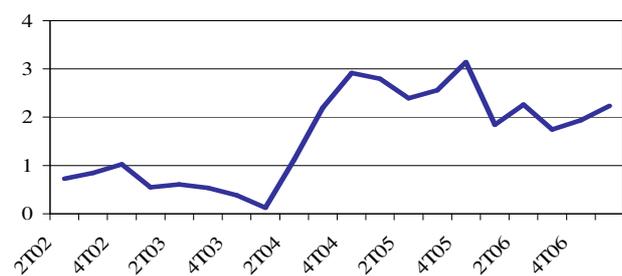


Variation en glissement annuel



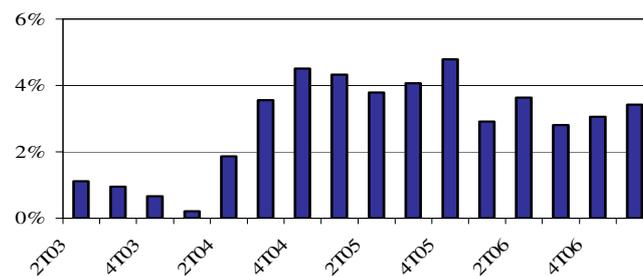
**Créances douteuses brutes**

En millions d'euros



**Taux de créances douteuses**

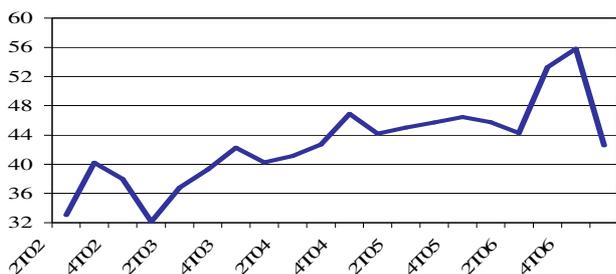
En pourcentage



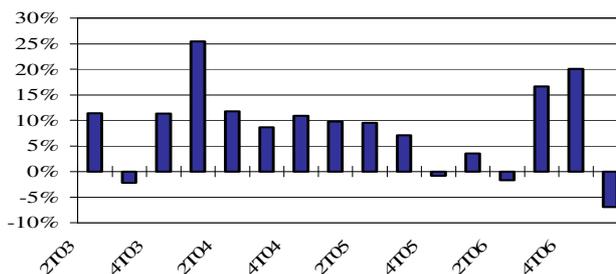
**L'endettement des entreprises**

**Ensemble des concours**

En millions d'euros

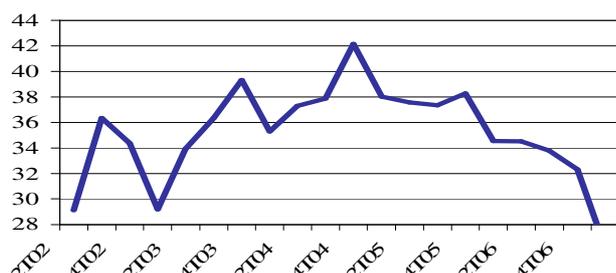


Variation en glissement annuel

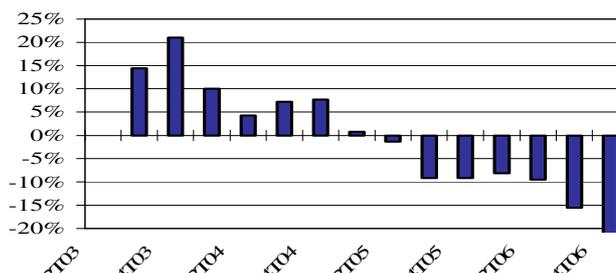


**Ensemble des concours sains**

En millions d'euros

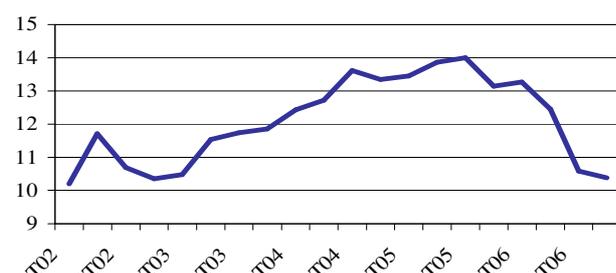


Variation en glissement annuel

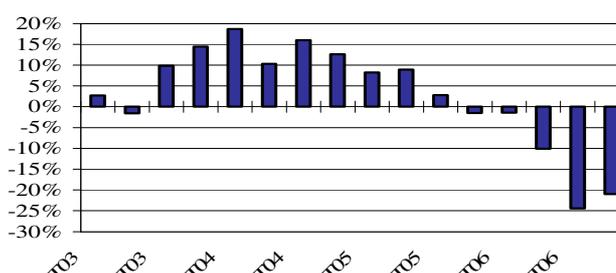


**Crédits d'investissement**

En millions d'euros

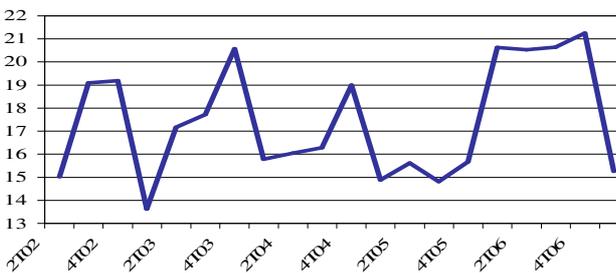


Variation en glissement annuel

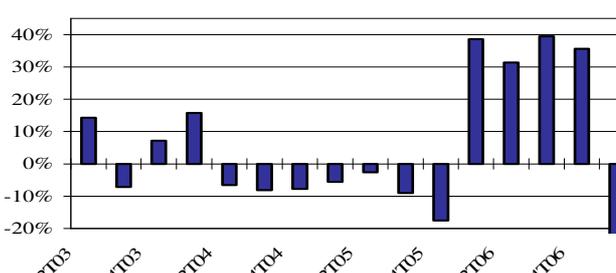


**Crédits d'exploitation**

En millions d'euros

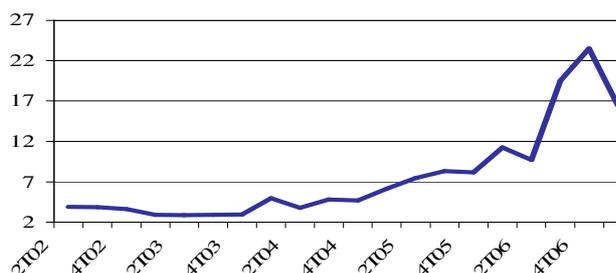


Variation en glissement annuel



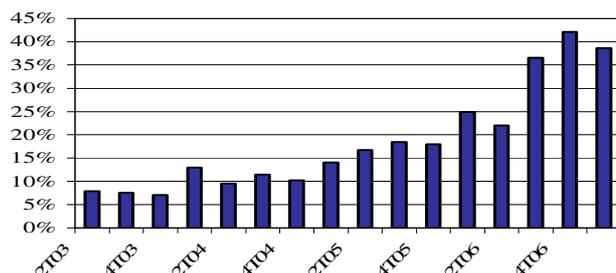
**Créances douteuses brutes**

En millions d'euros



**Taux de créances douteuses**

En pourcentage

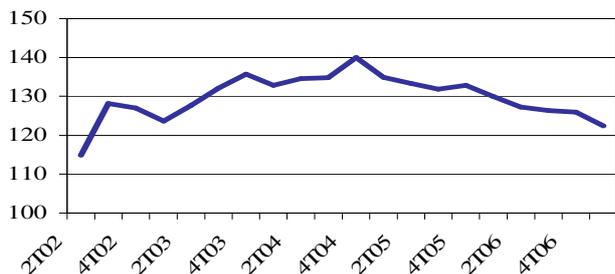


3.2 Concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit

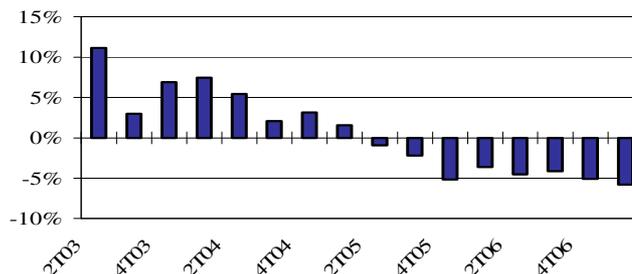
	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	31-déc.-06	Variations	
										1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	20,638	21,243	15,264	-26,0%	-28,1%
Créances commerciales	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	2,559	4,039	1,889	-4,3%	-53,2%
Crédits de trésorerie	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	6,417	5,458	6,678	-21,8%	22,4%
Comptes ordinaires débiteurs	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	11,662	11,746	6,697	-33,8%	-43,0%
Affacturation											
Crédits d'investissement	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	14,249	12,654	12,956	-19,6%	2,4%
Crédits à l'équipement	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	14,249	12,654	12,956	-19,6%	2,4%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat	4,335	4,226	4,151	3,898						-	-
Autres crédits	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725	0,714	0,510	0,493	-35,2%	-3,3%
<b>Encours sain</b>	<b>41,285</b>	<b>40,706</b>	<b>40,488</b>	<b>41,373</b>	<b>37,504</b>	<b>36,421</b>	<b>35,601</b>	<b>34,407</b>	<b>28,713</b>	<b>-23,4%</b>	<b>-16,5%</b>
Créances douteuses brutes	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,747	19,552	23,563	16,491	46,8%	-30,0%
<b>Encours total</b>	<b>47,455</b>	<b>48,143</b>	<b>48,821</b>	<b>49,571</b>	<b>48,737</b>	<b>46,168</b>	<b>55,153</b>	<b>57,970</b>	<b>45,204</b>	<b>-7,2%</b>	<b>-22,0%</b>
Taux de créances douteuses	13,0%	15,4%	17,1%	16,5%	23,0%	21,1%	35,5%	40,6%	36,5%	13,4	-4,2
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	6,568	6,497	6,835	7,066	7,874	7,791	7,838	8,268	9,367	19,0%	13,3%
Crédits de trésorerie	5,479	5,561	5,995	6,215	7,043	6,986	7,104	7,416	8,614	22,3%	16,2%
Comptes ordinaires débiteurs	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	0,661	0,780	0,682	-9,7%	-12,6%
Crédit-bail	0,080	0,079	0,078	0,078	0,076	0,075	0,073	0,072	0,071	-6,6%	-1,4%
Crédits à l'habitat	51,275	51,750	52,022	53,215	55,335	54,826	55,380	56,201	57,961	4,7%	3,1%
Autres crédits	6,869	6,352	5,570	6,388	4,354	3,765	3,554	3,115	2,892	-33,6%	-7,2%
<b>Encours sain</b>	<b>64,712</b>	<b>64,599</b>	<b>64,427</b>	<b>66,669</b>	<b>67,563</b>	<b>66,382</b>	<b>66,772</b>	<b>67,584</b>	<b>70,220</b>	<b>3,9%</b>	<b>3,9%</b>
Créances douteuses brutes	3,094	2,587	2,928	3,383	1,933	2,283	1,980	2,253	2,427	25,6%	7,7%
<b>Encours total</b>	<b>67,806</b>	<b>67,186</b>	<b>67,355</b>	<b>70,052</b>	<b>69,496</b>	<b>68,665</b>	<b>68,752</b>	<b>69,837</b>	<b>72,647</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,0%</b>
Taux de créances douteuses	4,6%	3,9%	4,3%	4,8%	2,8%	3,3%	2,9%	3,2%	3,3%	0,6	0,1
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	3,498	4,162	4,714	80,8%	13,3%
Crédits de trésorerie					0,347	0,203	1,272	2,047	2,034	-	-0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	2,226	2,115	2,680	18,6%	26,7%
Crédits à l'équipement	15,801	17,518	17,806	17,452	16,832	16,409	15,242	14,934	14,496	-13,9%	-2,9%
Autres crédits	9,238	7,141	6,789	5,087	4,436	4,436	4,182	4,007	3,753	-15,4%	-6,3%
<b>Encours sain</b>	<b>27,121</b>	<b>26,301</b>	<b>25,396</b>	<b>24,054</b>	<b>23,875</b>	<b>23,690</b>	<b>22,922</b>	<b>23,103</b>	<b>22,963</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-0,6%</b>
Créances douteuses brutes				3,865	4,823	6,344	0,015	0,013	0,007	-	-48,6%
<b>Encours total</b>	<b>27,121</b>	<b>26,301</b>	<b>25,396</b>	<b>27,919</b>	<b>28,698</b>	<b>30,034</b>	<b>22,937</b>	<b>23,116</b>	<b>22,970</b>	<b>-20,0%</b>	<b>-0,6%</b>
Taux de créances douteuses							0,1%	0,1%	0,0%	0,0	0,0
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>1,764</b>	<b>1,717</b>	<b>1,530</b>	<b>0,695</b>	<b>1,033</b>	<b>0,782</b>	<b>1,089</b>	<b>0,918</b>	<b>0,535</b>	<b>-48,2%</b>	<b>-41,7%</b>
Créances douteuses brutes					0,018	0,002	0,027			-	-
<b>Encours total</b>	<b>1,764</b>	<b>1,717</b>	<b>1,530</b>	<b>0,695</b>	<b>1,051</b>	<b>0,784</b>	<b>1,116</b>	<b>0,918</b>	<b>0,535</b>	<b>-49,1%</b>	<b>-41,7%</b>
Taux de créances douteuses											
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>134,882</b>	<b>133,323</b>	<b>131,841</b>	<b>132,791</b>	<b>129,975</b>	<b>127,275</b>	<b>126,384</b>	<b>126,012</b>	<b>122,431</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-2,8%</b>
Créances douteuses brutes	9,264	10,024	11,261	15,446	18,007	18,376	21,574	25,829	18,925	5,1%	-26,7%
<b>Encours total</b>	<b>144,146</b>	<b>143,347</b>	<b>143,102</b>	<b>148,237</b>	<b>147,982</b>	<b>145,651</b>	<b>147,958</b>	<b>151,841</b>	<b>141,356</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-6,9%</b>
Taux de créances douteuses	6,4%	7,0%	7,9%	10,4%	12,2%	12,6%	14,6%	17,0%	13,4%	1,2	-3,6
Taux de provisionnement	50,8%	48,1%	51,9%	61,3%	55,3%	58,4%	46,9%	39,7%	55,6%	0,3	16,0

Encours sain total

En millions d'euros

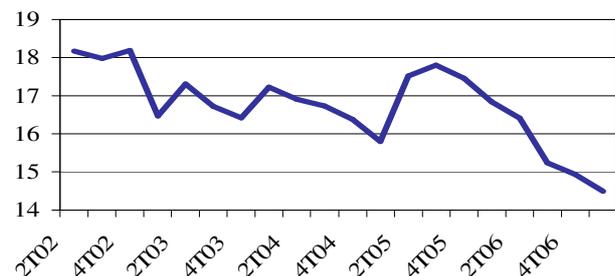


Variation en glissement annuel

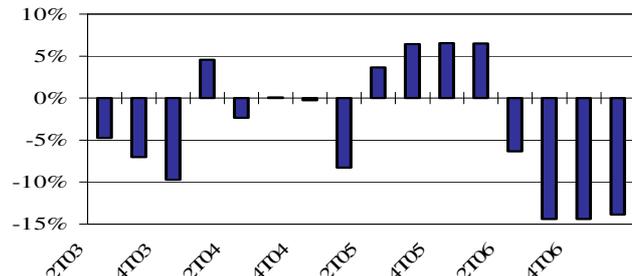


Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

En millions d'euros

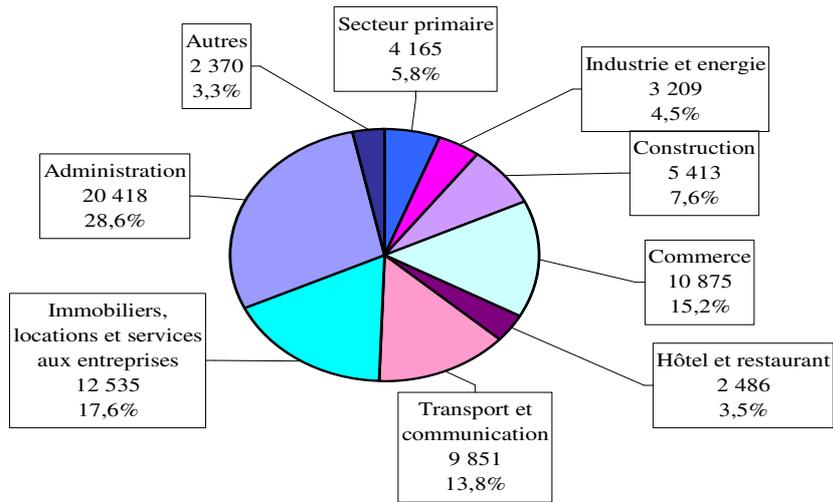


Variation en glissement annuel



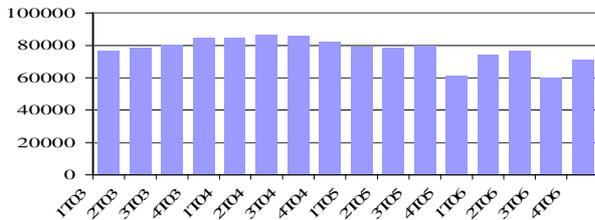
## 4. Les risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2006 (milliers d'euros et %)

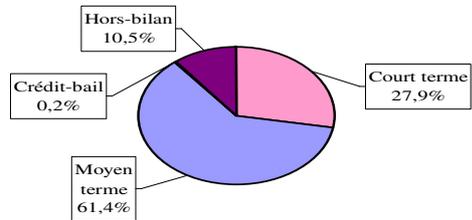


### Evolution globale

En milliers d'euros

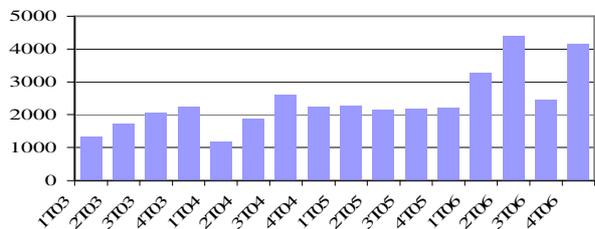


Structure (en %)

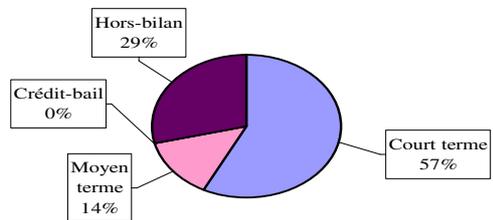


### Secteur primaire

En milliers d'euros

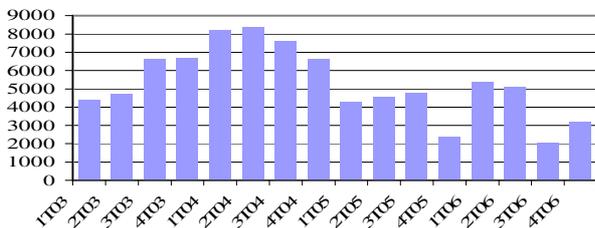


Structure (en %)

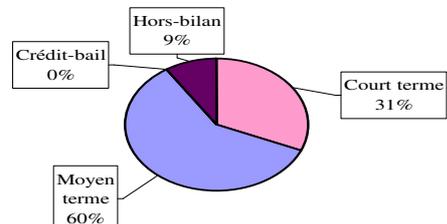


### Industrie

En milliers d'euros

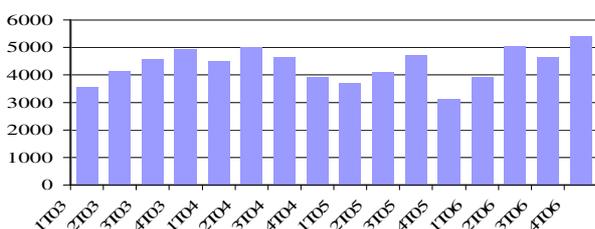


Structure (en %)

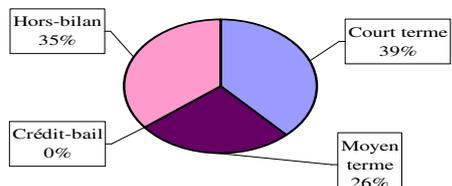


### Construction

En milliers d'euros

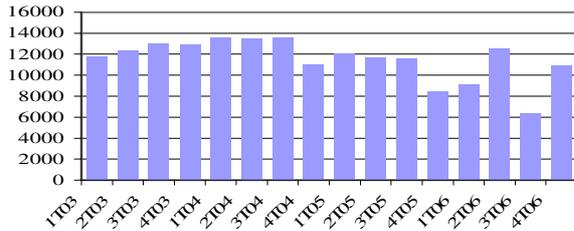


Structure (en %)

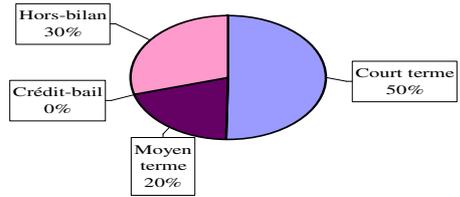


**Commerce**

En milliers d'euros

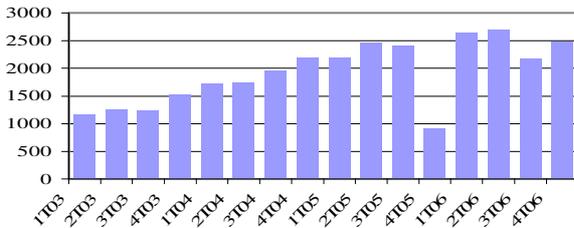


Structure (en %)

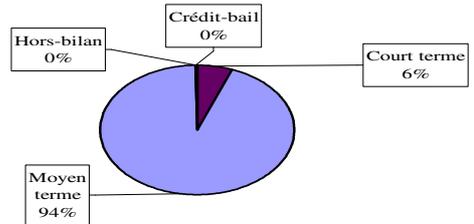


**Hôtels et restaurants**

En milliers d'euros

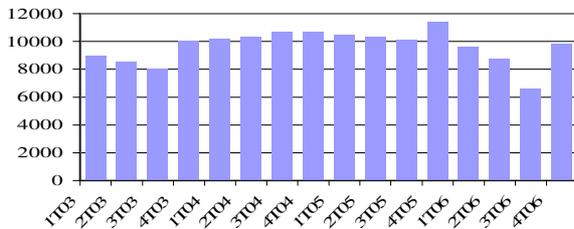


Structure (en %)

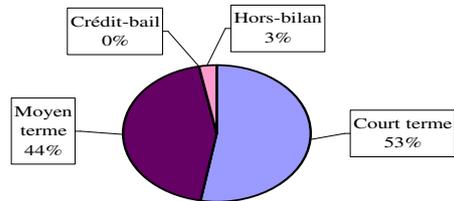


**Transports et télécommunications**

En milliers d'euros

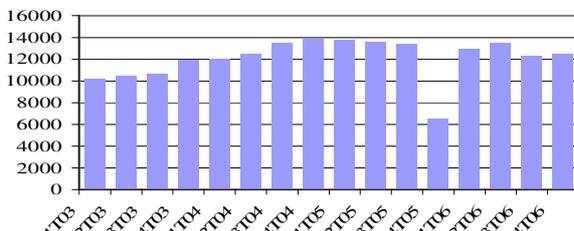


Structure (en %)

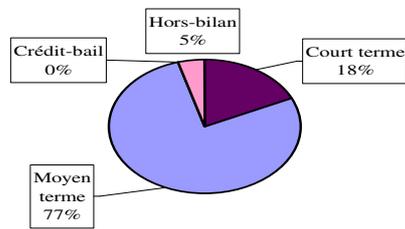


**Immobilier, location et services aux entreprises**

En milliers d'euros

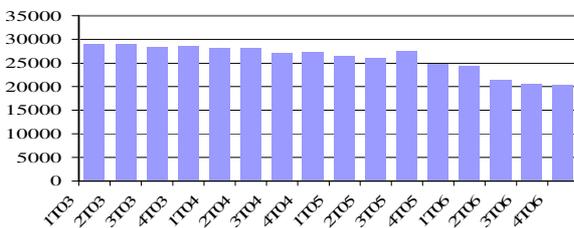


Structure (en %)

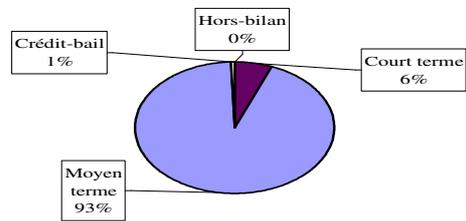


**Administration**

En milliers d'euros

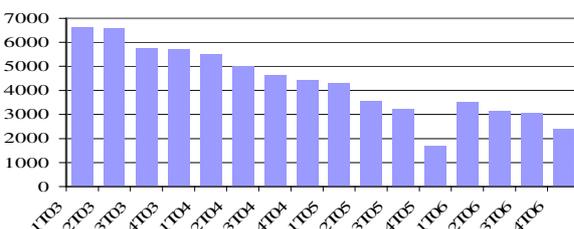


Structure (en %)

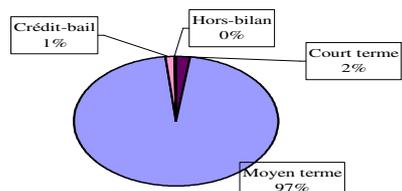


**Autres secteurs d'activités**

En milliers d'euros



Structure (en %)



## 5. Rappel des taux

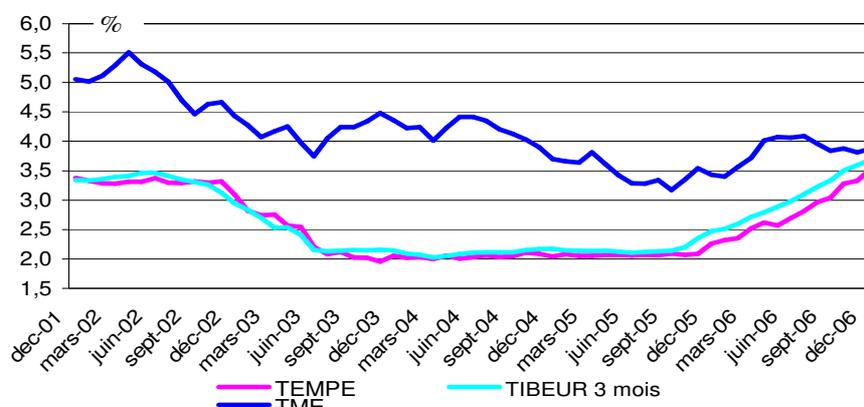
### 5.1 Taux règlementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/12/2006)	3,50 %
Taux de la facilité de dépôt (13/12/2006)	2,50 %
Taux de la facilité de prêt marginal (13/12/2006)	4,50 %

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1 <sup>er</sup> août 2006)									
Livret A et bleu	2,75%	Codevi	2,75%	LEP	3,75%	PEL	2,50%	CEL	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)	2,05%
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%

### 5.2 Principaux taux de marché



### 5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif praticué au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2006 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2007
PARTICULIERS	<b>Prêts immobiliers</b>		
	- Prêts à taux fixe	4,79 %	6,39 %
	- Prêts à taux variable	4,59 %	6,12 %
	- Prêts relais	4,66 %	6,21 %
	<b>Autres prêts</b>		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,57 %	20,76 %	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	14,30 %	19,07 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,33 %	8,44 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,64 %	14,19 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

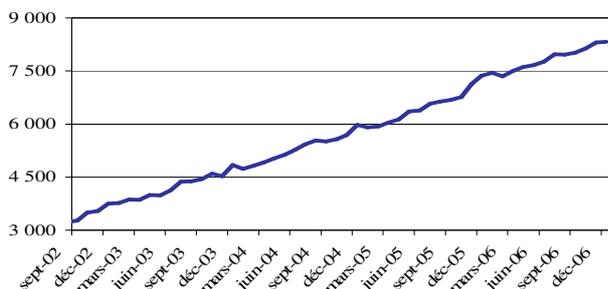
(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 6. Monnaie fiduciaire

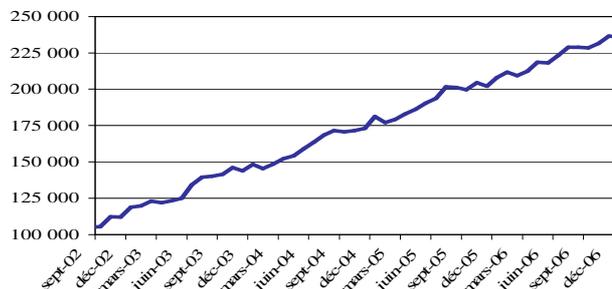
### 6.1 Emission mensuelle de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets (\*)

En milliers d'euros

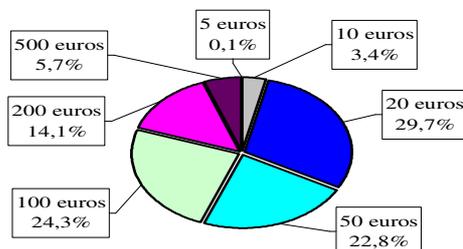


En unités

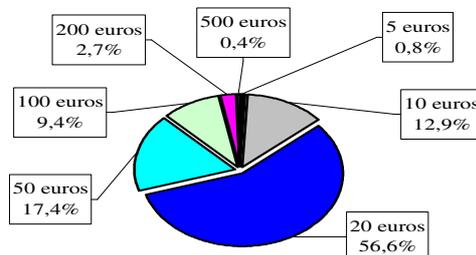


#### Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 31 décembre 2006

Répartition en valeur



Répartition en volume

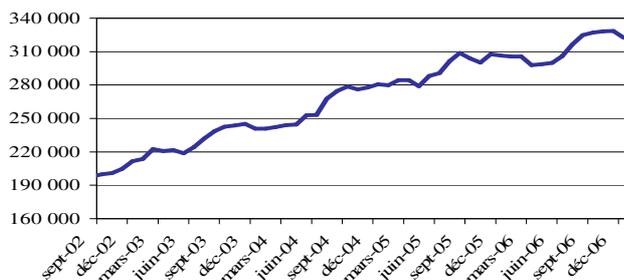


(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

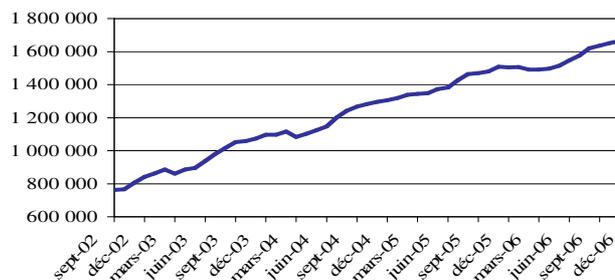
### 6.2 Emission mensuelle de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces (\*)

En euros

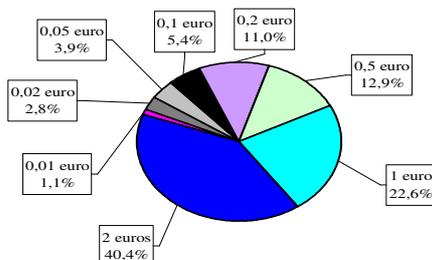


En unités

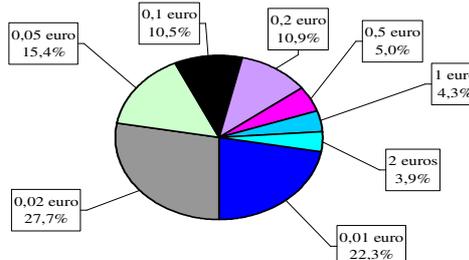


#### Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 31 décembre 2006

Répartition en valeur



Répartition en volume



(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER**

Directeur de la publication : A.VIENNEY  
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT  
Edition : IEDOM  
Dépôt légal : Mars 2007 - ISSN 0296 - 3116

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

22, place du Général de Gaulle

BP 4202

97 500 Saint-Pierre et Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)